

questions de communication

Appel à articles (n° 47)

journals.openedition.org/questionsdecommunication

Mémorialiser des attentats terroristes du XXI^e siècle

Dossier coordonné par
Béatrice Fleury (Université de Lorraine)
Jacques Walter (Université de Lorraine)

Parution en 2025

Questions de communication est une revue semestrielle à comité de lecture publiée en accès ouvert intégral avec le soutien du Centre de recherche sur les médiations, de l'Université de Lorraine, de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS et du Fonds national pour la science ouverte.

Mémorialiser des attentats terroristes du XXI^e siècle

Les attentats et le terrorisme ont une histoire objet de nombreux travaux (voir, par exemple, Laqueur, 2001 ; Ferragu, 2014 ; Raflik, 2023) permettant de prendre la mesure de continuités et de bifurcations, voire de ruptures dans les conceptions et pratiques de ce type d'actions. De telles recherches peuvent aussi offrir un aperçu des répercussions de ces actes violents dans l'espace public, en particulier sous l'angle médiatique, ou un aperçu des façons de se souvenir (ou non) d'événements dont la mémoire n'est pas nécessairement institutionnalisée. Autant dire que circonscrire un tel domaine de recherche est une gageure.

Plus restreinte, l'ambition du présent dossier est centrée sur le premier quart du XXI^e siècle. Pourquoi ? D'une part, parce que, aux yeux de nombre d'observateurs, l'attentat du 11 septembre 2001 à New York a fonctionné comme le marqueur d'une ère nouvelle des attaques terroristes, tant pour son mode opératoire que pour sa médiatisation et sa mise en mémoire (e.g. Schieck et Ullrich, 2011 ; Gessner, 2015) et, d'autre part, parce que des chercheurs et des chercheuses en ont immédiatement fait un objet de travail, ou, parce que d'autres se sont penchés ou se penchent sur cet événement emblématique comme sur des attentats perpétrés depuis. À sa manière, le milieu de la recherche est sujet à ce que l'on appelle le « concernement » (Martin, 2023). Et ce n'est pas indifférent à la façon de configurer la question traitée, tant est puissant le discours ambiant tenu par et sur l'objet de la recherche (Feuerhahn, 2020 ; Fleury et Walter, 2020). Contrairement à une idée reçue, une telle proximité ne simplifie pas la tâche scientifique. Par exemple, la définition de ce qui est appelé attentat ne coule pas de source. Cela dépend notamment du droit national. Pour la France, selon l'article 412-1 du Code pénal en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, « constitue un attentat le fait de commettre un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national ».

La définition du terrorisme est également fluctuante et ouvre des discussions nourries, dont la dimension idéologique et politique n'est pas absente. En l'espèce, toujours dans le droit français, la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et les atteintes à la sûreté de l'État le définit comme « une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Toutefois, cela ne résout pas les difficultés rencontrées dans les multiples travaux sur les attentats terroristes. C'est un élément à prendre en compte dans les tentatives de catégorisation et de quantification des actes violents commis dans un cadre politique et militant. En la matière, le programme « Violences et radicalités militantes en France des années 1980 à nos jours (2016-2019) » (Viorami), soutenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR), constitue une ressource précieuse grâce à

la construction et à l'exploitation d'une base de données intégrant les attentats et en proposant une typologie de ceux-ci (Sommier *et al.*, 2021), complétée par des études de cas sur les violences et les radicalités militantes dans l'espace public (Fleury et Walter, 2019). La France n'est évidemment pas le seul pays concerné. Des dénombrements internationaux en attestent (*e.g.* Reynié, 2021), tout comme certains ouvrages qui recensent les attentats les plus marquants (*e.g.* Bret, 2020).

Enfin, en l'espace d'un quart de siècle, les initiatives pour mémorialiser des attentats se sont multipliées. Le terrain n'est pas vierge : les deux conflits mondiaux et des génocides, au premier rang desquels la Shoah, jouent un rôle que l'on peut estimer matriciel (Rouso, 2016) dans les investissements mémoriels contemporains (*e.g.* sur les archives audiovisuelles, Walter, 2005 : 67-94). Dans le registre scientifique, l'étude de la mémoire s'est développée dans nombre de disciplines, avec souvent en toile de fond l'héritage conceptuel de Maurice Halbwachs ou l'entreprise novatrice des lieux de mémoire sous la houlette de Pierre Nora, sans compter l'imposante littérature consacrée au témoignage depuis Jean Norton Cru. Cependant, disons-le tout net, si les travaux abondent sur l'émergence et les métamorphoses des attentats terroristes, sur les discours médiatiques et politiques relatifs à ces événements, sur l'impact des technologies de l'information et de la communication (*e.g.* Wieviorka et Wolton, 1987 ; Garcin-Marrou, 2001 ; Lits, 2004 ; Dayan, 2006 ; Truc *et al.*, 2018 ; Bazin *et al.*, 2019), la part allouée à la mémoire en tant que telle est plus restreinte. Ou plus précisément encore, celle allouée à la mémorialisation, qui est autant un processus qu'un résultat (*e.g.* Peschanski, 2013 ; Truc, 2017 ; Peschanski et Sion, 2018). Telle est la dynamique, en prise avec les facteurs définitionnels ou contextuels venant d'être évoqués, qui constitue le point nodal du dossier. Précision supplémentaire, la mémorialisation envisagée ici porte sur celle des attentats meurtriers. Ils ne forment pas une catégorie homogène et, *de facto*, cela invite à tenir compte de distinctions importantes dès lors que l'on est confronté aux « létalités politiques » (Crettiez *et al.*, 2021 : 179-197). En effet, le rapport aux victimes et, partant, au degré de consensualité des mises en mémoire, varie selon que l'on est dans le cas d'un assassinat politique ou d'un attentat terroriste qui, néanmoins, comporte toujours une part politique. D'où aussi la pertinence de ces interrogations : *Qui pose les questions mémorielles ?* (Gensburger, 2023), comment s'en empare-t-on et avec quelles visées ?

Sur ces bases, les contributions relatives à la mémorialisation d'attentats ayant eu lieu en n'importe quel point du globe peuvent se distribuer selon trois axes – avec leurs déclinaisons non exhaustives – entre lesquels il y a forcément des ponts :

- **collecter, conserver, diffuser ;**
- **dire, se dire, redire ;**
- **commémorer, se souvenir, vivre ensemble.**

Cet appel est ouvert aux chercheuses et chercheurs de toutes les disciplines, avec leurs théories et méthodes afférentes. L'important étant d'explicitier la démarche adoptée.

Axe I. Collecter, conserver, diffuser

Programmes de recherche

Schématiquement, les collectes s'appliquent surtout aux témoignages et aux objets. Elles peuvent se réaliser selon des temporalités et des modalités très diverses. Les promoteurs de ces opérations pouvant aussi être fort différents suivant les cas. En ce premier quart du ^{xxi}^e siècle, parmi les paramètres qui semblent importants dans la mémorialisation des attentats, on peut en retenir au moins deux. Le premier est que, face à ce qui est perçu comme des situations de crise à fort impact social, les pouvoirs publics font davantage appel au monde de la recherche, y compris dans le domaine des sciences humaines et sociales. Le second a trait à la temporalité : des institutions scientifiques agissent à l'enseigne de l'impératif de l'« urgence de la recherche » et, en conséquence, se développe une « recherche en urgence » (Obadia, 2021). Ce qui ne veut pas dire que toute opération soit un « projet flash ». En l'occurrence, si l'on considère le plus visible des programmes de recherche français, soit le programme transdisciplinaire 13-Novembre (CNRS, Institut national de la santé et de la recherche médicale [Inserm], Hautes écoles Sorbonne Arts et métiers Université [Hésam]) qui s'attache frontalement aux évolutions de la mémoire individuelle et collective de l'événement, son déroulement court pendant une période de 12 ans (2016-2028), avec des dispositifs d'enquête élaborés dès la phase de démarrage. D'où, au-delà de ce cas et quelles que soient les méthodes et techniques utilisées, une attente de propositions de nature réflexive sur ce que les attentats font à la recherche, sur le rendement, les biais et limites des dispositifs utilisés (e.g. Truc, 2019).

Pratiques archivistiques et patrimoniales

Lors de certains attentats, comme à Paris en 2015, Nice en 2016 ou Strasbourg en 2019, de nombreuses personnes ont déposé toutes sortes d'objets sur les lieux. Dans des villes, sans que des attentats y aient été commis, des dépôts ont été effectués en des endroits symboliques. Ces mémoriaux éphémères ont parfois été documentés par des équipes de recherche, souvent en association avec des professionnels du secteur (e.g. Bazin et Van Eeckenrode, 2018 ; Gensburger et Truc, 2020 ; Emsellem *et al.*, 2021). En outre, des collectivités territoriales ont pris l'initiative de collecter ces objets. Tout comme les documents audiovisuels versés dans des institutions *ad hoc* tel l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui collecte aussi des documents nativement numériques sur les attentats, ils prennent place dans des services spécialisés. Des collections d'objets, élargies aux scellés de justice, aux archives privées ou aux œuvres artistiques, sont aussi en cours de constitution et des appels sont lancés en ce sens. Dans tous ces cas, plusieurs aspects de la mémorialisation peuvent être inédits pour les agents qui en ont la charge. Enfin, des collections sont d'ores et déjà accessibles, y compris par des sites dédiés. Se pose alors la question de savoir qui fait la démarche : personnes rescapées, familles de victimes, chercheurs et chercheuses, écrivains et écrivaines, artistes, journalistes, scolaires, etc. ? En l'occurrence, il s'agit d'analyser des usages de ces fonds par des publics.

Éditorialisation numérique

Que les collectes soient le fruit d'organismes de recherche, de structures associatives, de médias, voire de particuliers se sentant concernés, elles se déroulent dans un milieu où le numérique en réseau est omniprésent, au point qu'on peut envisager celui-ci comme un « environnement mémoriel » (Besson et Ledoux, 2021). Il joue un rôle à tous les stades du processus : du recueil au traitement, puis à la diffusion ou valorisation des données. En l'espace d'une vingtaine d'années, les sites destinés à organiser la collecte ou à mettre à disposition tout ou partie de celle-ci se sont multipliés. Pour analyser les pratiques de ces sites (Barats, 2016 ; Massou *et al.*, 2022), en particulier les logiques de diffusion, l'angle de l'éditionnalisation (Wrona, 2021) constitue une entrée potentiellement productive. D'autant qu'elle participe à la transformation des rapports aux publics. Une telle approche permet de mettre l'accent sur trois facteurs déterminants dans la mémorialisation numérique. D'abord, les modalités d'agencement ou de réagencement de fragments documentaires prélevés dans différents supports (témoignages enregistrés, photographies, articles de presse, etc.), qu'il faut organiser en trouvant un équilibre entre la centration sur un projet et les ramifications offertes par la technologie ; ce qui nécessite des opérations d'indexation. Ensuite, la dimension forcément collective de ladite construction (à l'instar des « mondes de l'art » ; voir Becker, 1982) qui va de la démarche proche de celle de la science participative (Severo, 2021) à la prise en compte du jeu des hiérarchisations ou recommandations algorithmiques par les Gafam. Enfin, la possibilité d'intervenir continuellement pour enrichir ou modifier les contenus mémoriels. Et ce, pour de multiples raisons, que ce soit l'avancée des collectes, une focalisation sur des éléments d'actualité (*e.g.* des procès, des enquêtes judiciaires, des parutions d'ouvrages...) ou encore de nouveaux attentats (sur le massacre du 7 octobre 2023 en Israël, voir Leichter-Flack, 2023).

Axe 2. Dire, se dire, redire

Carrières testimoniales

Pour Paul Ricoeur, dans *Temps et récit* (1983-1985), le récit est l'une des médiations par laquelle le sujet accède à la compréhension de soi. En rendant intelligible une réalité composée d'éléments épars, en construisant une intrigue rassemblant des facteurs et agents hétérogènes et en configurant l'ensemble dans un cadre temporel particulier, le récit procède à une synthèse de l'hétérogène. L'évocation d'événements – dont ceux de nature traumatique (Giffard et Eustache, 2019) – s'inscrit de la sorte dans une temporalité à prendre en compte. En effet, tout en fluctuant d'un fait à un autre, celle-ci est rythmée, dans un premier temps, par la capacité – ou non – des sujets à dire – par exemple aux journalistes sur place, aux secouristes, aux premiers enquêteurs, aux proches – ce qui a été vécu, et par là même à se dire. Mais à ces évocations d'autres succèdent et correspondent à ce passage entre les souvenirs et la mémoire, entre le choc et le récit (« C'est le récit qui, à partir du choc traumatique, constitue une "histoire" » [Parent, 2006]). Elles peuvent être confiées aux mêmes interlocuteurs puis circuler : elles sont partagées sur des réseaux sociaux, au sein d'associations, dans des médias, dans

une cour de justice... Elles sont aussi confiées à des chercheuses et des chercheurs, par exemple dans le programme 13-Novembre (voir *supra*). Les victimes, leurs proches ou toute autre personne concernée par les faits disent et redisent leurs vécu et ressenti, routinisant d'une certaine façon leur pratique de témoin dans un parcours qui peut s'apparenter à une « carrière testimoniale » (Fleury et Walter, 2013-2015). Pour s'engager dans cette analyse, les contributeurs et contributrices peuvent notamment retracer les scansions mémorielles, repérant dans chacune les caractéristiques des discours produits, et mettre au jour les conditions qui président à leur émergence et à leur répétition. Ils peuvent solliciter un point de vue contrastif ou non, repérer les fléchissements ou continuités des évocations, voire des récits produits, avant même que ces derniers ne constituent un socle mémoriel en tant que tel.

Victimes, terroristes et tiers

On peut encore s'attacher aux ajustements des témoignages selon les cadres et formats des diverses sollicitations qui, d'ailleurs, confèrent une légitimation à leurs auteurs et autrices. De ce point de vue, l'argument relatif à ces dispositions sociales, qui placent la victime dans une position centrale, a été avancé pour expliquer que des fausses victimes ont pu, par exemple lors des attentats de Paris le 13 novembre 2015, aspirer à connaître cette forte visibilité en s'inventant un vécu traumatique. Le journaliste Alexandre Kauffmann (2021) explique au sujet de Florence M. – qui est au cœur de sa démonstration – que n'ayant pas elle-même vécu les attentats, elle a su, parfois mieux que de vraies victimes, répondre aux attentes des journalistes ou de l'administration, mais aussi repérer d'autres fausses victimes (Fleury, 2023). Il sera également possible de s'attacher aux récits moins étudiés des terroristes ou à ceux produits à leur sujet dans des documentaires ou des fictions, dans une cour d'assises et/ou dans les comptes rendus qui sont livrés par les journalistes, les avocats, les magistrats... Dans le prolongement, on accordera de l'intérêt aux témoignages des tiers – dont les personnels de santé ou les forces de l'ordre – qui rapportent des propos de victimes ou de terroristes et se livrent eux-mêmes dans cet acte. Car si les victimes sont spontanément au cœur des interrogations traitant des processus mémoriels, l'analyse de leurs témoignages ne doit pas occulter les traumatismes vécus par d'autres catégories de personnes qui, elles aussi, sont appelées à témoigner dans les médias, dans des ouvrages ou à la barre. Ainsi est-ce le cas pour des médecins de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) et de ceux de l'unité d'intervention Recherche, assistance, intervention, dissuasion (Raid) qui, le 28 octobre 2021, ont été appelés à déposer devant la cour d'assises spéciale de Paris, au procès des attentats du 13-Novembre. Leurs propos sur la situation de guerre qu'ils expliquent avoir vécue ce jour-là sont largement repris dans les médias sur le moment et le lendemain, tant ils touchent au caractère exceptionnel de l'événement. L'analyse de ces restitutions peut notamment éclairer le rapport à la souffrance des tiers qui en ont la charge.

Représentations, usages et mésusages

Cependant, dire, se dire et redire ne concerne pas seulement le geste testimonial. Il concerne aussi la représentation des victimes et des terroristes, des témoins et des

traumatismes dans des documentaires et des fictions (e.g. Girbés, 2014), dans des productions artistiques et/ou commémoratives, ou encore dans la presse... Si certaines productions sont contemporaines des faits ou produites à proximité de ces derniers, d'autres – dont des romans, des films et séries – sont créées et diffusées plusieurs mois, voire plusieurs années après. Des propositions peuvent donc porter sur les contenus de ces productions, en analysant par exemple leurs dits et non-dits ; elles peuvent s'intéresser aussi à ceux et celles qui prennent en charge le dire des témoins et victimes. Il en est ainsi des éditeurs et/ou journalistes qui rendent visibles des récits ou témoins plus que d'autres, pour des raisons (économiques, politiques, éditoriales) pouvant être questionnées. En prenant en charge ce dire, et en le filtrant d'une certaine façon, ces médiateurs mémoriels font entendre une parole dont ils contribuent à cadrer et orienter la réception, voire à la façonner ou la lisser. Enfin, et dans le prolongement des pistes précédentes, on pourra étudier les usages et mésusages de ces productions, dont certains qui sont à visée idéologique. Tel est le cas en 2021, lors de la campagne présidentielle en France, lorsque plusieurs victimes d'attentats islamistes ou d'actes considérés comme étant une preuve d'insécurité ont été instrumentalisées à des fins électorales par les soutiens du candidat Éric Zemmour. En effet, le mouvement des jeunes Génération Z, soutien d'Éric Zemmour, a publié sur son site une série de portraits de victimes accompagnés du titre « Nos vies comptent : pour se souvenir, pour agir », en référence au slogan « *Black Lives Matter* », faisant suite à la mort de George Floyd, lors de son arrestation le 25 mai 2020, à Minneapolis.

Axe 3. Commémorer, se souvenir, vivre ensemble

Enjeux mémoriaux

Traitant des usages de la mémoire dans *Les Abus de la mémoire*, Tzvetan Todorov (1995) évoque autant les tentatives d'effacement de faits du passé que la surabondance commémorative. Le premier usage – pratiqué par des régimes totalitaires – invisibilise des événements, tandis que l'autre peut contribuer à banaliser des tragédies. Ainsi T. Todorov conteste-t-il ce parallèle souvent établi entre la mémoire et l'oubli, pour décrire à l'inverse un processus mémoriel complexe, fondé sur une sélection de faits, événements et sujets qui sont commémorés. La mémoire relève donc d'un travail de construction dont les effets sont perceptibles dans le souvenir qu'en gardent et transmettent les individus et groupes, dont les familles (e.g. Possick *et al.*, 2007). De ce point de vue, de tous les attentats terroristes que la France a connus au cours du premier quart de ce siècle, le 13-Novembre est devenu le cas emblématique et, dans une certaine mesure, il fait de l'ombre à la mémoire d'autres. Si les lieux touchés, l'identité des victimes, le trajet suivi par les terroristes sont quelques-unes des raisons qui expliquent cette singularité, elles ne l'expliquent pas à elles seules, l'institutionnalisation des hommages rendus influe, de même, sur la focalisation. Ceci étant, existent aussi des journées nationales ou transnationales du souvenir ou d'hommage (El Gammal, 2020), comme celles du 11-Mars à l'échelle européenne ou le Yom HaZikaron en Israël (Kohn, 2022). On peut reprendre, nuancer ou contester les différences exposées par T. Todorov (*ibid.*) entre la mémoire littérale – qui évoque des faits dans leur littéralité, c'est-à-dire

sans les inscrire dans un contexte ou une démarche interprétative – et la mémoire exemplaire qui érige un événement en un modèle, apte à expliquer des situations nouvelles et à en tirer des leçons. L'analyse des enjeux politiques, associatifs, culturels et interculturels est ainsi bienvenue (voir, par exemple, Collectif, 2004 ; Greenwald *et al.*, 2021). Elle permettra de mesurer leur influence respective et/ou leur intrication, notamment par rapport aux choix opérés par des organisateurs de cérémonies et autres commémorations (par exemple, à la télévision avec des programmations particulières). Il peut s'agir de ceux qui concernent la date, le lieu et le déroulé – d'ailleurs susceptibles de changer d'une période à une autre – ou de ceux portant sur les invités, leur prise éventuelle de parole, la mise en scène, les préconisations concernant la médiatisation, les édifices, les stèles et monuments, ainsi que la focalisation sur des victimes plutôt que d'autres. La question du « vivre-ensemble » peut ici être abordée, *via*, par exemple, les actes d'incivilité qui touchent des établissements scolaires (Ledoux, 2017), lors de la mise en œuvre des prescriptions de l'État dans le domaine du souvenir et de la mémoire. On peut aussi s'intéresser à la lutte contre les actions terroristes de l'extrême droite, comme c'est le cas en Allemagne (Nobrega *et al.*, 2021). La gestion de la rhétorique relative aux terroristes (Koren, 1996), avec souvent ce que cela suppose de relation à la communauté ou à des « communautés » (Kaufmann, 2022a, 2022b), est une autre entrée possible.

Qualification des lieux d'attentats

Partant de là, se pose la question de savoir comment, dans un processus d'institutionnalisation des moments commémoratifs, s'articulent les causes locales, nationales, transnationales, individuelles, collectives... Car les commémorations des attentats contre des militaires et l'école juive Ozar Hatorah à Montauban et Toulouse entre le 11 et le 19 mars 2012, contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 et l'Hyper Cacher le 9 janvier 2015 à Paris, celles du 13 novembre 2015 à Paris, du 14 juillet 2016 à Nice, du 26 juillet 2016 à l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray (père Hamel), du 16 octobre 2020 à Éragny-sur-Oise (Samuel Paty), etc., n'ont pas seulement à voir avec le nombre de morts et de lieux touchés. Elles sont en prise avec un contexte mémoriel qui, dans ce dossier, peut faire l'objet d'une exploration niveaux macro et micro touchant autant les faits de société que l'État ou des habitants des « espaces mémoriels » (Lazzarotti, 2023 ; voir aussi Gensburger, 2017). Dans ce cadre, il peut être opportun d'observer les qualifications, disqualifications et pourquoi pas requalifications des lieux d'attentats retenus, de façon pérenne ou éphémère (Fleury et Walter, 2008-2011). Précisément, quels sont ceux qui sont distingués lors des moments commémoratifs ? Par qui le sont-ils (État, associations de mémoire, pouvoir politique...) et selon quels dispositifs ? Comment sont-ils investis et quelle place occupent-ils, par exemple, dans un parcours de mémoire ? Leur sélection et aménagement font-ils l'objet de controverses ou de polémiques ? À quels niveaux ?

Dispositifs mémoriels

Enfin, on sera attentif à des propositions traitant des dispositifs mémoriels (sur la notion de dispositif, voir Appel *et al.*, 2010). Il peut s'agir de musées, d'expositions, de

jardins du souvenir, de lieux d'hommage éphémères ou pérennes, voire l'un et l'autre selon les moments... Des réalisations pouvant du reste être « déterritorialisées » (e.g. à Birmingham, le mémorial des victimes britanniques d'attaques terroristes à Tunis et Sousse en 2015) ou « dématérialisées », sachant que des commémorations ont du mal à se frayer un chemin dans certains pays. Plusieurs approches peuvent alors être envisagées : s'intéresser aux acteurs et actrices qui sont à l'origine de ces créations – par exemple, sous une forme prosopographique –, aux portraits de personnalités susceptibles d'incarner une cause dont on peut mesurer le degré de représentativité. Mais il est possible aussi de s'attacher à la chronologie des faits et décisions qui ont jalonné les projets de mémorialisation ou de se concentrer sur des lieux eux-mêmes. Par exemple, le Musée-mémorial du terrorisme, qui ouvrira ses portes en 2027 à Suresnes (Hauts-de-Seine), peut être analysé sous l'angle d'enjeux politiques et scientifiques (y compris en examinant, entre autres éléments, les points communs et les différences avec des musées de guerre ; voir Cochet, 2020). On peut s'intéresser au Mémorial et musée national du 11-Septembre à New York ou au Centre du 22-Juillet à Oslo (érigé en hommage aux victimes de la tuerie d'Utoya par Anders Behring Breivik, en 2011) en tant que tels ou à des fins comparatives. Pour chacun de ces lieux et d'autres encore (en France et ailleurs comme à Bruxelles, Madrid, Nairobi...), la scénographie et les supports de communication et de valorisation (sites sur le Web, livres d'or, conférences...) peuvent faire l'objet d'investigations, ainsi que la médiatisation des acteurs (chercheurs et chercheuses, victimes et familles, membres d'associations de victimes, architectes, paysagistes, médiateurs et médiatrices, curateurs et curatrices, visiteurs et visiteuses...). La formation des personnels qui y travaillent, tout comme leurs pratiques effectives en direction des publics (dont les scolaires), sont aussi matière à enquête. C'est sans doute l'un des aspects de l'aspiration au « vivre-ensemble » que les attentats mettent à mal.

Références

- Appel V., Boulanger H. et Massou L. (dirs), 2010, *Les Dispositifs d'information et de communication. Concepts, usages et objets*, Bruxelles, De Boeck.
- Barats C. (dir.), 2016 [2013], *Manuel d'analyse du web*, 2^e éd., Malakoff, A. Colin.
- Bazin M., Sécaïl C. et Ferragu G. (coords), 2019, « Médias et attentats, du tyrannicide au terrorisme », *Le Temps des médias*, 32. <https://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2019-1.htm>
- Bazin M. et Van Eeckenrode M. (coords), 2018, « Mise en archives des réactions post-attentats : enjeux et perspectives », *Gazettes des archives*, 250. https://www.persee.fr/issue/gazar_0016-5522_2018_num_250_2
- Becker H. S., 2010 [1982], *Les Mondes de l'art*, trad. de l'anglais (États-Unis) par J. Bouniort, Paris, Flammarion.
- Besson R. et Ledoux S. (dirs), 2021, « Le numérique comme environnement mémoriel », *Mémoires en jeu. Revue critique interdisciplinaire et multiculturelle sur les enjeux de mémoire*, 14. <https://cinemadoc.hypotheses.org/4799>

- Bret C., 2020, *Dix attentats qui ont changé le monde. Comprendre le terrorisme au xx^e siècle*, Malakoff, A. Colin.
- Cochet F., 2020, « Musées de guerre et musées militaires », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/musees-de-guerre-et-musees-militaires>
- Collectif, 2004, « Memorias y desmemorias », *El Valor De La Palabra/Hitzaren balioa. Hacia la ciudadanía del siglo XXI, revista anual de pensamiento/Mendeko hiritartasunerantz*, 4.
- Crettiez X., Lebourg N. et Sèze R., 2021, « Létalités politiques », dans Sommier I., Crettiez X. et Audigier F. (dirs), *Violences politiques en France*, Paris, Presses de SciencesPo, p. 179-197.
- Dayan D. (dir.), 2006, *La Terreur spectacle. Terrorisme et télévision*, Bruxelles, De Boeck.
- El Gammal J., 2020, « Hommage public », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/hommage-public>
- Emsellem K., Jeanjean A., Vinot F. et Noûs C., 2021, « Pertes et modifications spatiales : la Promenade des Anglais après l'attentat du 14 juillet 2016 », *Urbanités*, 15. <https://www.revue-urbanites.fr/15-emsellem/>
- Ferragu G., 2014, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin.
- Feuerhahn W., 2020, « Le chercheur et le discours de ses objets », *Questions de communication*, 37, p. 217-234. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.22848>
- Fleury B., 2023, « Les vérités d'une fausse victime. *La Mythomane du Bataclan* d'Alexandre Kauffmann », dans Fleury B., Mercier A. et Monnier A. (dirs), *Témoignage, mémoire et histoire. Mélanges offerts à Jacques Walter*, Nancy, Édul-Éditions de l'Université de Lorraine, p. 151-168. <https://www.atelierdesmemoires.fr/accueil/lieux-de-detention-et-lieux-de-massacre/ouvrages-et-revues/>
- Fleury B. et Walter J. (dirs), 2008-2011, *Qualifier des lieux de détention et de massacre*, 4 tomes, Nancy, PUN-Presses universitaires de Nancy. <https://www.atelierdesmemoires.fr/accueil/lieux-de-detention-et-lieux-de-massacre/ouvrages-et-revues/>
- Fleury B. et Walter J. (dirs), 2013-2015, *Carrières de témoins de conflits*, 3 tomes, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine. <https://www.atelierdesmemoires.fr/accueil/temoins-temoignages/ouvrages-et-revues/>
- Fleury B. et Walter J. (dirs), 2019, *Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France de 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve Éd.
- Fleury B. et Walter J., 2020, « Savoirs et objets : découper, nommer, historiciser », *Questions de communication*, 38, p. 239-256. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.24130>
- Garcin-Marrou I., 2001, *Terrorisme, médias et démocratie*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Gensburger S., 2017, *Mémoire vive. Chroniques d'un quartier : Bataclan 2015-2016*, Paris, Éd. Anamosa.

- Gensburger S., 2023, *Qui pose les questions mémorielles ?*, Paris, CNRS Éd.
- Gensburger S. et Truc G. (dirs), 2020, *Les Mémoires du 13 novembre*, Paris, Éd. de l'EHES.
- Gessner I., 2015, « The Aesthetics of Remembering 9/11. Towards a Transnational Typology of Memorials », *Journal of Transnational American Studies*, 6 (1). <https://doi.org/10.5070/T861017910>
- Giffard B. et Eustache F., 2019, « Neuropsychologie des traumatismes : comprendre, faire face, aider », *Revue de neuropsychologie*, 4 (11), p. 247-249. <https://doi.org/10.1684/nrp.2019.0532>
- Girbés S., 2014, « Rememoración del 11-M en la literatura española actual », *Boletín Hispánico Helvético. Historia, teoría(s), prácticas culturales*, 24, p. 181-197. <https://bhh-revista.ch/wp-content/uploads/2021/02/11-BHH-24-Girbe%CC%81s-AbstractSeparata.pdf>
- Greenwald A., Chanin C., Rouso H., Wiewiorka M. et Adraoui M. A., 2021, « Representing, commemorating, and memorizing terrorist attacks: Discussing the US and French experiences », *Violence. An International Journal*, 2 (2), p. 297-312. <https://doi.org/10.1177/26330024211024449>
- Kauffmann A., 2021, *La Mythomane du Bataclan*, Paris, Éd. Goutte d'or.
- Kaufmann L., 2022a, « Communauté (1). Du concept au "Peuple-Un" », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/communaute-1>
- Kaufmann L., 2022b, « Communauté (2). Du communautarisme aux collectifs », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/communaute-2-du-communautarisme-aux-collectifs>
- Kohn L., 2022, *Public Mourning, Online Spaces. Virtual Memorialization and Binational Grief in Israel-Palestine*, thèse en anthropologie, Los Angeles, University of California Los Angeles.
- Koren R., 1996, *Les Enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Laqueur W., 2001, *A History of Terrorism*, New York, Transaction.
- Lazarotti O., 2023, « Espaces mémoriels : lieux habités, lieux à habiter », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/espaces-memoriels>
- Ledoux S., 2017, « L'École à l'épreuve de l'attentat de Charlie Hebdo : quand les minutes de silence parlent aussi », *Mémoire en jeu. Revue critique interdisciplinaire et multiculturelle sur les enjeux de mémoire*, 4, p. 65-71. <https://hal.science/hal-03913243>
- Leichter-Flack F., 2023, « Un massacre, des massacres : les archives du 7 octobre et la mémoire », *K. Les Juifs, l'Europe, le XXI^e siècle*, 140, 22 nov. <https://k-larevue.com/un-massacre-des-massacres-les-archives-du-7-octobre-et-la-memoire/>
- Lits M. (éd.), 2004, *Du 11 septembre à la riposte. Les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*, Bruxelles, De Boeck.
- Martin C., 2023, « Attentats de Paris du 13 novembre 2015. Quel degré de concernement chez les témoins à Metz ? », dans B. Fleury, A. Mercier et A. Monnier (dirs), *Témoignage*,

- mémoire et histoire. Mélanges offerts à Jacques Walter*, Nancy, Édul-Éditions de l'Université de Lorraine, p. 167-179. <https://www.atelierdesmemoires.fr/accueil/lieux-de-detention-et-lieux-de-massacre/ouvrages-et-revues/>
- Massou L, Mpondo-Dicka P. et Pinède N. (dirs), 2022, *Analyses des sites web*, Londres, Iste Éd.
- Nobrega O. S., Quent M. et Zipf J. (éds), 2021, *Rassismus. Macht. Vergessen. Von München über den NSU bis Hanau. Symbolische und materielle Kämpfe entlang rechten Terrors*, Bielefeld, Transcript Verlag.
- Obadia L, 2021, « Urgence de la recherche, recherche en urgence », *Questions de communication*, 40, p.213-232. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26968>
- Parent A. M., 2006, « Trauma, témoignage et récit. La déroute du sens », *Protée*, 34 (2-3), p. 113-125. <https://www.erudit.org/fr/revues/pr/2006-v34-n2-3-pr1451/014270ar/>
- Peschanski D. (dir.), 2013, *Mémoire et mémorialisation*, t.1, *De l'absence à la représentation*, Paris, Hermann.
- Peschanski D. et Sion B. (dirs), 2018, *Mémoire et mémorialisation*, t. 2. *La vérité du témoin*, Paris, Hermann.
- Possick C., Buchbinder E., Etzion L., Yehoshua-Halevi A., Fishbein S. et Nissim-Frankel M., 2007, « Reconstructing the Loss. Hantzacha Commemoration Following the Death of a Spouse in a Terror Attack », *Journal of Loss and Trauma*, 12 (2), p. 111-126. <https://psycnet.apa.org/doi/10.1080/15325020600945947>
- Raflik J., 2023, *Terrorismes en France. Une histoire, xx^e-xx^e siècle*, Paris, Éd. du Cerf.
- Reynié D. (dir.), 2021, *Les Attentats islamistes dans le monde 1979-1921*, Paris, Fondation pour l'innovation politique. <https://www.fondapo.pol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2021/>
- Ricoeur P., 1983-1985, *Temps et récit*, 3 tomes, Paris, Éd. Le Seuil.
- Rouso H., 2016, *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin.
- Schieck D. et Ullrich C. G., 2011, « "Generation 9/11" ? Zur Frage der gesellschaftlichen Verarbeitung der Terroranschläge in Deutschland », *Die Friedens-Warte*, 2011, 86 (3-4), p. 165-184. <https://www.jstor.org/stable/23778786>
- Severo M., 2021, « Sciences et recherches participatives », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publicationnaire.huma-num.fr/notice/sciences-et-recherches-participatives>
- Sommier I., Crettiez X. et Audigier F. (dirs), 2021, *Violences politiques en France. De 1986 à nos jours*, Paris, Presses de SciencesPo.
- Todorov T., 1995, *Les Abus de la mémoire*, Paris, Arléa/Éd. Le Seuil.
- Truc G. (dir.), 2017, « Mémorialisations immédiates », *Mémoires en jeu. Revue critique interdisciplinaire et multiculturelle sur les enjeux de mémoire*, 4.
- Truc G. (dir.), 2019, « Attentats », *Ethnologie française*, 49 (1).
- Truc G., Le Bart C. et Née É. (dirs), 2018, « Discours post-attentats », *Mots. Les langages du politique*, 118. <https://doi.org/10.4000/mots.23571>
- Walter J., 2005, *La Shoah à l'épreuve de l'image*, Paris, Presses universitaires de France.

Wieviorka M. et Wolton D., 1987, *Terrorisme à la une. Média, terrorisme et démocratie*, Paris, Gallimard.

Wrona A., 2021, « Éditorialisation », dans B. Fleury, M. Lecolle et J. Walter (dirs), *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <https://publicationnaire.humanum.fr/notice/editorialisation>

Coordination

- Béatrice Fleury (Université de Lorraine, France)
beatrice.fleury@univ-lorraine.fr
 - Jacques Walter (Université de Lorraine, France)
jacques.walter@univ-lorraine.fr
-

Calendrier

Date limite de réception des propositions : 7 février 2024 (2 à 3 pages)

Retour des décisions aux auteurs et autrices des propositions : 21 février 2024

Remise des articles : 15 septembre 2024

Expertise : 16 septembre-12 novembre 2024

Remise des articles finaux : 15 janvier 2025

Parution : 1^{er} semestre 2025

Recommandations rédactionnelles

Voir sur le site de la revue *Questions de communication* :
<https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3074>

questions de communication

Revue semestrielle à comité de lecture, publiée en accès ouvert intégral, soutenue par le Centre de recherche sur les médiations de l'Université de Lorraine et l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS et publié par les Éditions de l'Université de Lorraine. Dans le cadre du projet Ques2ComSO, la revue est aussi financée avec le soutien du Fonds national pour la science ouverte.

Questions de communication favorise l'approfondissement ou le renouvellement des approches sur un thème – objet d'un dossier –, grâce au croisement de contributions faisant référence à différentes traditions scientifiques. Fondée sur le pluralisme, elle suscite des débats sur des concepts ou des méthodes utilisés dans les travaux traitant de l'information-communication (Échanges, Notes de recherche). Enfin, par l'attention à une dimension internationale, elle vise un accroissement de la circulation des connaissances et de la dynamique comparative, notamment par les rubriques En VO, Focus et les recensions d'ouvrages français et étrangers.

INDEXATION/RÉFÉRENCIEMENT : Biblio SHS (Inist, CNRS), Bielefeld Academic Search Engine, Conseil national des universités (71^e section), Directory of Research Journals Indexing, Elektronische Zeitschriftenbibliothek, Erih Plus (European Science Foundation), Francis (Inist), Google Scholar, Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, Héloïse (CCSD, CNRS), International Bibliography of the Social Sciences (IBSS, Proquest-CSA), Isidore, Miar (Information Matrix for the Analysis of Journals, Universitat de Barcelona), Road (ISSN International Centre, Unesco), Sherpa/Romeo (University of Nottingham), Sudoc, WorldCat (OCLC), Zora (Zurich Open Repository and Archive Journal Database).

DIRECTION

Béatrice Fleury • Jacques Walter

journals.openedition.org/questionsdecommunication

Appel permanent

Questions de communication publie aussi des Notes de recherche.

Recommandations aux auteurs et autrices

Voir sur le site de la revue :

<https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3074>

Les propositions d'articles sont à envoyer conjointement à :

- Céline Ségur : celine.segur@univ-lorraine.fr
- Sylvie Thieblemont-Dollet : sylvie.thieblemont@univ-lorraine.fr
- Béatrice Fleury : beatrice.fleury@univ-lorraine.fr
- Jacques Walter : jacques.walter@univ-lorraine.fr